



Édito

Eric Zemmour, ou l'écume d'une (in)conscience coloniale française

Il règne depuis deux ans un climat assez délétère en France. Celui-ci est officialisé depuis le fameux ministère d'une identité assez vague. La parole d'élu-e-s de la République s'est libérée, souvent considérée comme de « simples dérapages », alors qu'en réalité elle n'est que la triste révélation de leurs pensées les plus profondes. Comme le dirait un vieux borgne « Je dis tout haut, ce que tout le monde pense tout bas ». Tout le monde ? Pas si sûr. Et pourtant ... Un triste sire, sévit depuis quelques temps sur les de plateaux de radio-télévision, publique et privée, pour calomnier et stigmatiser Noir-e-s et Arabes et faire du racisme son principal fond de commerce. Et oui, par les temps qui courent, mieux vaut ne pas parler des vrais sujets de société, comme la crise sociale. Comme le dit si bien Ibra Kadhy Ndiaye (1), au-delà de ses outrances et ses erreurs, Zemmour, n'est que le reflet de l'inconscient colonial français. Il nous diverti, mais au fond c'est pire. Au nom de la liberté d'expression il participe au développement une pensée mensongère, celle que l'ennemi est aussi de l'intérieur. Et Monsieur, aujourd'hui se dit victime d'un Maccarthysme moderne. Problème: n'est pas Henry Miller qui veut.

Dans une mentalité impérialiste, la position d'un tel individu s'explique. La domination, culturelle, persiste. Ce n'est pas tant le personnage qui importe, mais le système ambiant qui permet l'hyper-médiatisation d'un médiocre qui cherche son heure de gloire. Et ce médiocre-là, fait très mal. D'un mal sous-jacent, dont on ne percevra pas de suite les conséquences dramatiques. Et on ne peut que donner raison à certains écrivain-e-s. La France de Sarkozy est vraiment monstrueuse. Aujourd'hui, en Sarkoland, être noir-e ou d'origine maghrébine, c'est porter éternellement la carte de séjour sur son visage, c'est un crime. C'est être la cible politico-médiatique idéale d'individus au service de la pensée capitaliste. On est toujours redevable ou coupable de quelque chose, surtout dans l'inconscient collectif.

Selon Pascal Bruckner, le philosophe néo-conservateur, il serait grand temps que l'homme blanc cesse de verser des sanglots sur la colonisation en général et en particulier l'Afrique. Certes, peut-être a-t-il raison, mais force est de constater que les crocodiles sont bien présents parmi les dirigeants français. Les mêmes, patrons de presse et dirigeant-e-s de multinationales coloniales, mais dont Zemmour se garde de dénoncer les méfaits et pour cause ... En cette année de célébration du cinquantenaire des « indépendances » africaines, il me vient une pensée. Après le discours de Dakar de Sarkozy, Zemmour nous offre celui de « Château-Rouge » version à peine remaniée du premier. On ne naît pas raciste. Mais quand on le devient, c'est pour la vie.

Avec Albert Camus, essayons d'élever notre pays en élevant son langage. Zemmour, lui s'est arrêté à Flaubert et n'a jamais entendu parler des trois Dumas.

Mariam Seri-Sidibe

(1) Ibra Kadhy Ndiaye, « N'allez pas le répéter, mais le nègre vous emmerde! », *Mediapart*, 24 mars 2010

S O M M A I R E

• En bref

Djibouti, nucléaire, Côte d'Ivoire, Tunisie

• Politique, économie et société

Togo, Niger, Maroc, Tunisie

• Françafrique

Sarkozy au Gabon

• International

Haiti: ni malédiction, ni fatalité

• Dossier

50 ans de Françafrique, ça suffit!

• Campagnes - Mobilisations

Echos de la semaine anticoloniale

Areva ne fera pas la loi au Niger

• Histoires - Mémoires

7 avril 1994: le génocide du Rwanda

• Cultures

A lire dans les étoiles, à voir dans les maquis et à Belleville, à visiter sur la toile

• Agenda

7-8 avril, 8-9 mai

Non à un « troisième mandat » d'IOG à Djibouti

La justice c'est "moi" !



Illustration Roger Picon

Franc succès du rassemblement du 6 mars appelé par l'ADD (Association pour la Démocratie et le Développement) et soutenu par l'opposition devant l'ambassade de Djibouti à Paris contre un troisième mandat d'IOG (Ismael Omar Guelleh) en 2011. Venus de Belgique et de partout en France, 300 manifestants bravant le froid ont scandé leur hostilité à ce projet de présidence à vie, dénoncé 32 ans de dictature et d'impunité et les exactions récentes (tortures, bannissements etc.) sur des civils.

Inédit : tous opposés au « troisième mandat » et pour l'unité de l'opposition, partis, associations de la diaspora et mouvements syndicaux ont manifesté ensemble. Daher Ahmed, président du Mouvement pour le Renouveau Démocratique, Hassan Mokbel et Houmado Abdallah, dirigeants du FRUD, Abdoufatah Omar et Doubad Mohamed, dirigeants syndicaux exilés, ont fait le déplacement. Dirigeant-e-s et militant-e-s de l'ADD sont venus en force. Plusieurs démocrates français-e-s et africain-e-s solidaires (PC, Vert, NPA-Afriques en lutte, Amicale Panafricaine, AFASPA, Femmes Solidaires, Survie-IdF etc.) étaient de cette manifestation.

Déchets atomiques



Le 1er mai 1962, lors du tir Béryll des militaires français en Algérie, l'explosion atomique souterraine provoqua l'écroulement d'une montagne et libéra un nuage radioactif dans l'atmosphère.

Il y a 50 ans, la France procédait à la première explosion de la bombe atomique dans le désert algérien. Il s'agissait d'ailleurs d'un enjeu méconnu de la guerre d'Algérie, et la France n'a signé les accords d'Evian qu'en contrepartie de clauses secrètes lui permettant de continuer à utiliser le Sahara pour ses expériences nucléaires. Expériences qui ont porté aussi bien sur le perfectionnement de l'arme atomique elle-même que sur les effets de la radioactivité sur des cobayes humains, civils algériens et militaires français, dont on peut maintenant trouver le compte rendu officiel dans un document déclassifié rendu public dans sa version intégrale par Le Parisien (<http://www.leparisien.fr/event/pdf/essais-nucleaires.pdf>). Les

acteurs de l'époque peuvent peut-être plaider l'ignorance scientifique au titre des circonstances atténuantes. Mais plus aujourd'hui. Or les sites de tir contiennent toujours des centaines de milliers de tonnes de déchets radioactifs, pour partie à l'air libre, et simplement protégés par une clôture en grillage...

Une ministre de la justice devant la justice

Florence Michon, la juge du tribunal aux armées de Paris (TAP), a demandé l'audition comme témoin de Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense au moment de l'affaire du bombardement de Bouaké. Début novembre 2004 en Côte d'Ivoire, alors que les forces loyalistes, avec l'assentiment tacite de la France et de l'ONU, tentent une opération militaire de reconquête du nord du pays, un avion piloté par un mercenaire slave bombarde un camp français, faisant 9 morts chez les militaires. Ce bombardement avait alors servi de justificatif à la destruction, par l'armée française, de la totalité de la flotte ivoirienne, et à l'occupation militaire de l'aéroport d'Abidjan et des points stratégiques de la capitale économique, sur fond de rumeur (confirmées depuis) de velléités de coup d'Etat. A plusieurs reprises, les militaires français avaient délibérément tiré sur des civils ivoiriens désarmés, faisant plus de 60 morts et 2000 blessés. Les mercenaires responsables du bombardement en revanche, pour partie interpellés par les forces spéciales françaises et pour partie interceptés par la police togolaise, ont été dans les deux cas relâchés à la demande de la France, tandis que leur audition, de même que la conversation de pilotes, reste couverte par le secret-défense. A l'époque, Michèle Alliot-Marie avaient affirmé que rien ne permettait d'identifier les responsables du bombardement, et qu'aucune procédure juridique n'autorisait l'interrogatoire des mercenaires interpellés. Deux gros mensonges. Maintiendra-t-elle sa version devant le tribunal malgré les documents déclassifiés qui prouvent le contraire ? La juge Michon a également demandé un mandat d'arrêt international à l'encontre de Robert Montoya, mercenaire français, ancien de la cellule anti-terroriste de l'Elysée sous Mitterrand, et qui avait fourni au président Gbagbo les avions et les mercenaires incriminés avant de les exfiltrer. Parions qu'il ne sera jamais entendu...

Tunisie – Le petit dictateur

Selon maître Jalel Ben Brik Zoghلامي, le frère du journaliste Taoufik Ben Brik qui croupit actuellement dans les geôles de Ben Ali, le pouvoir aurait proposé la libération du journaliste ainsi que l'arrêt des persécutions contre sa famille où ses proches, comme notre camarade Lumumba Mohsni, réfugié politique à Marseille, en contrepartie d'un engagement signé à ne plus « nuire » au président et à sa famille. Ben Brick a refusé d'être gracié, considérant que celui qui a besoin d'être gracié c'est le « vieux petit dictateur ». Toujours selon son frère, « Ben Brik appelle à ne plus parler de sa santé et déclare qu'il va très bien, et que l'air des montagnes lui fera bien. Il rappelle à toutes et à tous qu'il est prisonnier d'opinion et qu'il va continuer la lutte avec son peuple pour toutes les libertés et pour la Tunisie de Dignité. » Il a également communiqué un poème de Taoufik Ben Brik intitulé « Khannibal », que l'on peut lire sur <http://www.tunisnews.net/17Mars10f.htm>



Le journaliste Taoufik Ben Brik

Togo – Des élections de nature à invalider la démocratie

A lors que la Commission nationale électorale indépendante (CENI) déclarait le 6 mars (2 jours après les élections présidentielles) Faure Gnassingbé réélu avec 60,92% des voix, les Togolais-e-s avaient espéré que l'Union européenne, garante de ces élections, allait réagir fermement. Le Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique, dont « Afriques en lutte » est membre, appelait dès fin février à réfléchir sur les possibilités de recours auprès des autorités européennes si des fraudes massives étaient avérées. En effet, l'Union européenne, principal financeur de l'élection dans le cadre d'un « Projet d'appui aux processus électoraux » (PAPE), porte une grande responsabilité dans l'organisation et la supervision de celle-ci mais aussi dans les risques de dérive sécuritaire. C'est également l'UE qui finance le volet « sécurisation de l'élection », sous-traité par l'Agence française de développement (AFD). La France, soutien indéfectible du clan Eyadéma depuis plus de 40 ans, est chargée du volet répression car elle doit former et équiper la FOSEP (Force Sécurité Election Présidentielle), quasi bras armé du régime en cas de contestation des élections.

Petit pays tout en longueur de seulement 56 785 km², le Togo est un pays de l'Afrique de l'ouest, limité à l'est par le Bénin, à l'ouest par le Ghana, au nord par le Burkina Faso tandis que sa façade sud est ouverte sur le golfe du Bénin. En 2009, la population du Togo est estimée à environ 6 millions d'habitant-e-s. D'abord sous protectorat allemand de 1884 à 1918, le Togo est ensuite partagé entre l'Angleterre et la France à la fin de la Première guerre mondiale. La partie est revenant à la France (puis sous tutelle de l'Onu en 1946) et la partie ouest revenant à l'Angleterre (avant d'être rattachée au Ghana en 1956). L'indépendance du Togo est acquise le 27 avril 1960 grâce à Sylvanus Olympio qui devint premier ministre avant d'être destitué lors du coup d'Etat (où il trouve la mort) du 13 janvier 1963. Déjà, l'ombre d'Eyadéma (père) plane sur ce coup d'Etat, qui porte pourtant un civil (Nicolas Grunitsky) au pouvoir. Quatre ans plus tard, un second coup d'Etat porte au pouvoir Gnassingbé Eyadéma, celui dont on dit qu'il tua de ses propres mains le père de l'Indépendance togolaise Sylvanus Olympio. Il restera président à vie jusqu'à sa mort le 5 février 2005. Le coup d'Etat électoral du 24 avril 2005 qui porta le fils Eyadéma (déclaré vainqueur des élections avec 60,22% des voix contre 38,19% pour le candidat de l'opposition Emmanuel Bob Akitani) au pouvoir fit des centaines de morts ainsi que des milliers de déplacés. Une coalition de l'opposition démocratique représentant 6 partis politiques contre le candidat du RPT, Faure Gnassingbé, garant de la continuité du clan Eyadéma ne permit pas le changement tant attendu par les

Togolais-e-s qui sortirent groggy de ses élections.



Élections législatives au Togo en 2007 (photo Reuters)

Cinq ans plus tard, on prend les mêmes et on recommence. L'opposition se regroupe cette fois derrière Jean-Pierre Fabre (UFC), désigné candidat unique du Front républicain pour le changement et l'alternance au Togo (UFC, Sursaut TOGO et OBUTS). Malgré la présence de l'UE qui envoie plus d'une centaine d'observateurs, les élections du 4 mars (initialement prévues le 28 février) voient la réélection de Faure Gnassingbé (60,92% des voix) tandis que Jean Pierre Fabre annonce aussi sa victoire. Les nombreuses irrégularités pointées par les observateurs de l'UE « ne sont pas de nature à invalider le scrutin », formule choc qui ne permet pas de remettre en cause les résultats du scrutin, ni d'invalider la victoire du clan Eyadéma. Les Togolais-e-s, qui se sont battu-e-s avec beaucoup d'espoir en 2005, ne demandent qu'une seule chose: la paix. C'est ce qui semble ressortir de ce scrutin. La France doit cesser de soutenir ce régime dictatorial ainsi que tous les autres régimes dictatoriaux en Afrique. Les Togolais-e-s ont droit à la démocratie totale et non à une pseudo-démocratie, validée par des pseudo-observateurs européens, garant de la bonne gouvernance. Les Africain-e-s doivent se tourner vers le continent et l'union africaine pour mettre en place un système valide de contrôle des élections. En effet, les irrégularités qui en Europe auraient fait scandale ne sont souvent pas de nature à invalider un scrutin en Afrique. Pour les Européens, l'Afrique doit se contenter d'une démocratie bananière.

Moulzo

Après la mascarade électorale

Depuis la proclamation des résultats, l'UFC (union des forces du changement) le principal parti de l'opposition continue sa mobilisation dans la rue pour protester contre le vol de sa victoire électorale. Des mobilisations de rue, auxquelles d'autres partis notamment le CAR (comité d'action pour le renouveau) de Yawovi Agboyibo et l'OBUT (organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire) d'Agbéyomé Kodjo se sont joints. Ces manifestations, quand elles peuvent se dérouler sans provocation et sans répression, connaissent un succès grandissant. Il est clair que le système RPT (Rassemblement du peuple togolais), le parti au pouvoir depuis des décennies est massivement rejeté. Même dans le clan de Faure Gnassingbé on en est conscient à tel point qu'il a essayé de prendre ses distances avec ce parti afin d'apparaître plus comme le candidat soutenu par le RPT plutôt

que le candidat du RPT.

La stratégie de l'acceptable

Aussi, face à la mobilisation de l'opposition, le pouvoir en place utilise une répression qui se révèle acceptable pour les puissances occidentales. Cette stratégie de l'acceptable est la même qui a présidé aux élections, c'est-à-dire une multiplicité de fraudes qui, additionnées entre elles, a permis de déclarer vainqueur le camp présidentiel. Mais ces fraudes se sont faites sans violence, ni actes outranciers comme en 2005 où les militaires pénétraient dans les bureaux de votes pour s'emparer des urnes. Ainsi la répression est à l'identique de la fraude discrète, peu spectaculaire, mais efficace. On emprisonne l'aile radicale comme les militants du MCA (mouvement citoyen pour

l'alternance), pour la seule raison de leur slogan « l'alternance ou la mort ». On perquisitionne le QG électoral de l'UFC en prenant le matériel informatique et les procès verbaux électoraux. Mais on autorise cependant l'opposition à manifester une première fois puis une seconde fois. Mais voyant que la mobilisation devient plus massive alors, le ministère de l'intérieur proteste et menace sur des soi-disant appels à la violence que les dirigeants de l'UFC auraient tenu lors de leur prise de parole à l'issue de la manifestation. On attaque violemment le rassemblement de l'UFC qui a eu lieu le mercredi 24 mars. Cela permet ainsi au pouvoir de reporter la manifestation du 27 mars au 3 avril.

Mais cette stratégie de répression n'a pas comme seul but le harcèlement de l'opposition, c'est aussi un message pour la population entière qui signifie que les massacres lors des élections de 2005 qui ont fait au bas mot plus de 500 morts est toujours possible. Une façon d'utiliser ce traumatisme pour installer une chape de plomb sur la société. Effectivement la répression de 2005 reste dans toutes les têtes tant des Togolais que des chancelleries occidentales. Ainsi ces dernières ont placardé les murs des grandes villes pour prévenir cette violence post électorale à tel point que le but des élections n'était plus de désigner de manière honnête et équitable un président de la République mais de sortir de cette consultation sans aucun mort. L'absence de violence du niveau de 2005 devient une victoire pour la communauté internationale et pour le RPT. Peu importe les fraudes, peu importe la mascarade, peu importe que la volonté populaire ait été bafouée. Voilà comment désormais chez les gouvernements des pays riches, on analyse la situation.

Des faiblesses de l'opposition

L'opposition a cru à la fermeté de l'Union européenne pour imposer des élections dignes de ce nom. Elle a cru que l'UE serait une garantie de l'honnêteté du scrutin. Mais l'acceptation par l'UE, avant les élections, des manigances du RPT, aurait dû leur faire comprendre que les dirigeants de l'impérialisme ne sont jamais source de démocratie sur le continent africain. Aussi, il faut souligner la déception d'une population qui espérait de l'opposition autre chose que ce qu'elle a eue. En effet, beaucoup de critiques ont été émises. D'abord que l'opposition accepte de participer au scrutin alors que celui-ci était à un tour, le boycott des principaux partis de l'opposition aurait enlevé toute crédibilité à ces élections. Ensuite, face au mode de désignation à un tour, l'opposition est partie en ordre dispersé. Beaucoup considèrent qu'il fallait une candidature unique avec comme seul objectif le renversement du RPT, quitte à ce que le scrutin législatif permette la composition d'un gouvernement représentatif de la volonté populaire. Mais aussi, nombre de militant(e)s font remarquer que, même partie séparément, l'opposition aurait dû se mettre d'accord pour mailler le territoire et assurer ainsi sa présence dans chaque bureau de vote, évitant que dans certains villages, notamment dans le nord réputé pour être le fief du pouvoir en place, des fraudes massives aient lieu.

Certes, l'opposition était bien incapable de rivaliser avec la débauche financière de Faure Gnassingbé distribuant, tee-shirts, bermudas, casquettes, stylos, éventails, à l'effigie du candidat du RPT, que l'on voit encore sur les immenses panneaux. Faure a mobilisé la plupart des artistes du Togo pour organiser des concerts gratuits, il a distribué argent et riz et était présent sur les trois chaînes de télévision. Mais l'opposition aurait dû en riposte mieux ancrer la campagne présidentielle avec les aspirations populaires. Avancer des revendications capables de répondre aux besoins sociaux de la population notamment sur les questions de logement, des prix des produits de première nécessité, de la santé de l'éducation. En bref il s'agissait plus d'une campagne qui permette à la population de saisir l'enjeu de ces élections, plutôt qu'une campagne centrée sur la candidature de Jean-Pierre Fabre qui a mis en exergue les dissensions internes de l'UFC alimentant de nombreuses rumeurs qui ont affaibli le principal parti de l'opposition.



Manifestation UFC au Togo

Mais rien n'est gagné pour le pouvoir en place. Faure est illégitime et dans le pays tout le monde le sait. La disponibilité de milliers de personnes pour la mobilisation contre cette farce électorale le prouve. En parallèle, des militant(e)s de la société civile, impliqués dans les luttes au quotidien avec la population, commencent à entamer une réflexion sur la nécessité de prolonger la lutte sur le terrain politique. Les élections municipales pourraient être une première échéance. Elles permettraient de mener une campagne au plus près des populations et d'ouvrir une autre voie politique, celle d'une force qui se positionne clairement sur un projet de rupture avec le capitalisme international. Un combat long et difficile, mais qui saura être entrepris grâce au courage de ces militant(e)s.

Paul Martial

Niger – Nouveau coup d'Etat

Le CSRD (Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie) a agi « au nom de l'intérêt supérieur de la nation nigérienne et non pour son propre compte » a assuré le capitaine Harouma Djibrilla Adamou, membre de la junte militaire. C'est donc le 18 février dernier que le Niger a subi son quatrième coup d'Etat depuis son indépendance en 1960. Ce nouveau coup de force militaire fait suite à une grave crise politique impulsée par le président Mamadou Tandja lui-même. Au pouvoir depuis 1999, son deuxième et ultime mandat devait s'achever le 22 décembre 2009 et ouvrir de nouvelles élections. C'est donc animé d'une force

autocratique et sous prétexte de vouloir « terminer ses chantiers » qu'il va purement et simplement dissoudre le parlement puis la Cour Constitutionnelle, obtenir une prolongation de son mandat « pour au moins trois ans » par un simulacre de référendum et ainsi établir une nouvelle constitution. Rien de moins.

Les agissements du président avaient été condamnés par la communauté internationale et la CEDEAO et qualifiés par beaucoup de coup d'Etat constitutionnel. Des négociations

s'étaient alors engagées sous l'égide de l'ex-président nigérian Abdoulsalami Aboubacar (médiateur de la CEDEAO) entre le gouvernement nigérian et l'opposition pour trouver une sortie de crise improbable au vu des conditions imposées par le président Tandja qui voulait maintenir la VIème République (instaurée de façon autocratique) et le CFDR (Coordination des Forces pour la Démocratie et la République) exigeant le retour à l'ordre constitutionnel normal.

Ces manœuvres de Tandja pour se maintenir au pouvoir et son entêtement visible à bloquer les négociations avec l'opposition empêchant toute sortie de crise ont fini par irriter une partie de l'armée qui a décidé d'agir en faisant irruption à la présidence où se tenait un conseil des ministres extraordinaire et emmener le président. Dans la foulée, le CSRD, mené par le chef d'escadron Salou Djibo, a annoncé la suspension de la Constitution et dissous le gouvernement. Assurant que le Niger devait devenir un « exemple de démocratie et de bonne gouvernance », le porte-parole de la junte a également fait connaître son intention d'« assainir la situation politique, de réconcilier les Nigériens et d'organiser des élections ». Le 22 février, sans indiquer la durée de la transition, Salou Djibo devenait chef de l'Etat pendant cette période afin de créer de nouvelles institutions. Le lendemain, un premier ministre, Mahamadou Danda, était nommé et les jours suivants, la junte indiquait qu'aucun membre de la junte ayant pris le pouvoir lors du coup d'Etat ou membre du gouvernement de transition ne se présenterait à la prochaine élection présidentielle.

Début mars, après avoir formé un gouvernement de transition, la junte a annoncé à Dakar la création prochaine d'un « conseil consultatif » chargé de fixer la date de la prochaine présidentielle. Après avoir reçu une « mission d'explication » dirigée par un membre de la junte, le colonel Hassan Mossi, le Sénégal a indiqué avoir compris le sens de l'action et les raisons pour lesquelles les militaires ont pris le pouvoir et a assuré vouloir défendre leur lutte auprès de l'Union Africaine.

Même si l'Union européenne et l'Union africaine condamnent cette prise de pouvoir par les armes (trois morts et une dizaine de blessés) et demandent un « retour rapide à l'ordre constitutionnel », certains observateurs considèrent ce putsch comme une possibilité de mettre fin à une dérive autocratique et personne n'a encore osé demandé le retour du président Tandja. Les cartes sont maintenant entre les mains des militaires qui ont pour l'instant le peuple nigérian avec eux. Si le but du coup d'Etat était de débarrasser le pays de la dictature, qu'ils aillent jusqu'au bout et qu'ils ne se laissent pas atteindre par le vertige du pouvoir comme en Guinée, au Tchad, au Togo... Confrontés à une famine qui s'annonce, à l'abandon des populations locales (notamment touarègues) et à la malédiction que représentent ses riches sous-sols, le Niger doit profiter de ce retournement de situation. Pour cela nous devons le laisser faire et abandonner définitivement notre discours manichéen du silence ou de l'ingérence.

Isabel Ferreira

Maroc – Solidarité avec les travailleurs de l'OCP en lutte

Depuis juillet 2009, 850 travailleurs de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) sont en lutte continue contre leur licenciement abusif par leur employeur, géant groupe étatique qui domine le marché mondial du phosphate. L'OCP, à travers sa filiale SMESI, n'a pas hésité à licencier les 850 travailleurs parce qu'ils ont décidé de créer un bureau syndical affilié à l'Union Marocaine du Travail (UMT), pour défendre leurs droits. Derrière cette décision se cache les finalités de la direction de l'OCP qui veut surtout augmenter sa rentabilité et remettre en cause tous les acquis sociaux des phosphatiers gagnés dans le passé aux prix de luttes ouvrières dures (plus de 3 mois de grève continue). Les dirigeants de l'OCP veulent remettre en cause la stabilité de l'emploi en supprimant les CDI et imposer une flexibilité-précarité à outrance notamment en multipliant les CDD par l'intermédiaire des sociétés d'intérim.



Les travailleurs licenciés se sont organisés pour défendre leurs droits et exiger de la part de la direction de l'OCP leur

réintégration et leur titularisation. Un comité de solidarité national (Comité de Solidarité avec les Ouvriers de la SMESI – CSOS) a vu le jour, regroupant des militant-e-s de différentes villes du Maroc et de différentes forces de la gauche radicale et des représentants des travailleurs en lutte. Plusieurs initiatives ont été prises : manifestations et rassemblements notamment à Khouribga, ville minière et centre de production du phosphate, à Casablanca devant le siège de l'OCP, et à Rabat devant le ministère de l'énergie et des mines (ministère de tutelle) et devant le siège du parlement. Une caravane de solidarité a également été organisée par l'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) et a connu un net succès.

Le pouvoir marocain, face à ces revendications légitimes, n'a apporté qu'une seule réponse : la répression contre les ouvriers, leurs familles et toutes les personnes solidaires de leur lutte. Plusieurs interventions musclées ont eu lieu contre les manifestations pacifiques organisées par les ouvriers en lutte, faisant des dizaines de blessés. Des poursuites judiciaires à l'encontre des manifestants sont également en cours.

Cette violente réponse s'inscrit pleinement dans la logique de la politique du pouvoir d'user de la force répressive contre tout mouvement contestataire. Le pouvoir au Maroc prouve encore une fois qu'il n'a pas changé de nature, dix ans après la mort de Hassan II : une dictature répressive qui défend les intérêts du grand capital, applique rigoureusement les politiques libérales des institutions financières internationales au dépend des intérêts de la population, emprisonne les militant-e-s (le groupe des étudiants de Marrakech – groupe de Zahra Boudkour – et d'autres détenus politiques croupissent encore dans les geôles du pouvoir marocain), bafoue la liberté d'expression et interdit les journaux indépendants (fermeture du « Journal Hebdo », titre phare de la presse indépendante),...

Dans le contexte actuel marqué par une situation économique qui ne cesse de se dégrader et des inégalités

sociales qui ne cessent de se creuser, et face à la répression et au bafouement continu des droits fondamentaux des classes laborieuses, les luttes sociales au Maroc ne cessent de s'amplifier. Les travailleurs de l'OCP continuent à lutter pour le respect de leurs droits, convaincus que seule la lutte paie. Les diplômés chômeurs organisés dans plusieurs associations (et notamment l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs – ANDCM), malgré la répression féroce et les procès iniques, continuent à lutter depuis des années. Les habitants des quartiers populaires à Casablanca, les sans-logements à cause des intempéries, s'organisent pour exiger que l'Etat prenne ses responsabilités. Le mouvement étudiant, malgré la répression et les arrestations, continue sa lutte contre la réforme de l'enseignement qui a transformé les universités en des usines à chômeurs ou à main d'œuvre pas cher et corvéable à souhait. Le mouvement de grève dans l'éducation nationale, à Zagora et ailleurs, continue sans

relâche pour la gratuité de l'enseignement. Les militant-e-s politiques et syndicalistes « lutte de classe », les militant-e-s des droits humains (notamment l'AMDH), le mouvement altermondialiste (Attac-Maroc),... continuent à lutter au quotidien contre les politiques libérales préconisées par les institutions financières internationales et mises en œuvre par le gouvernement marocain ; contre la politique répressive du pouvoir marocain ; pour défendre les intérêts des classes populaires.

Face à cette situation, la solidarité internationale doit continuer et s'amplifier car il s'agit d'un moyen de pression important sur le pouvoir marocain, mais également un élément important d'encouragement des travailleurs en lutte.

Mahmoud Tawri

En Tunisie, travailler est un droit, le revendiquer est un crime

Le séisme de Gafsa...



Le droit à l'emploi était la première revendication des insurgés du bassin minier de Gafsa. Pour l'avoir revendiqué, ils ont été emprisonnés. Beaucoup ont été torturés, certains sont morts dans les manifestations. A la suite d'une mobilisation locale et internationale, les personnes détenues

ont bénéficié d'une libération conditionnelle en novembre 2009. Mais les ex prisonniers n'ont pas retrouvé leur travail, dont un certain nombre dans la fonction publique. Et les poursuites n'ont pas été abandonnées. Plusieurs condamnés par défaut ont fait opposition à leur jugement et se sont présentés à la justice, au terme de plus d'un an de clandestinité : Hassan Ben Abdallah, coordinateur du comité des chômeurs diplômés de Redeyef, a été incarcéré à la prison de Gafsa le 24 février dans l'attente de son procès devant le Tribunal de Première Instance (TPI) qui a examiné le 17 mars son opposition à la peine prononcée en février 2009 par défaut le condamnant à dix ans d'emprisonnement et l'a condamné à quatre ans et un mois d'emprisonnement. *Idem* pour des jeunes de la ville de M'dhilla qui ont fait opposition à leur condamnation par défaut et ont, pour certains d'entre eux, été arrêtés et incarcérés dans l'attente de leur procès. Quant à Fahem Boukaddous, correspondant de la chaîne *El Hiwar Et Tounsi*, condamné en première instance le 13 janvier 2010 par le TPI de Gafsa à quatre ans d'emprisonnement pour avoir couvert les événements du bassin minier, c'est libre qu'il attend son procès en appel le 27 avril.

... et sa réplique de La Skhira

La revendication d'un emploi s'était étendue à d'autres régions et malgré la répression, elle demeure explosive. Le 1er février 2010, des centaines de jeunes diplômés au chômage se sont rassemblés dans le complexe industriel de La Skhira, une ville de dix mille habitants dans le Golfe de Gabès, avant de déferler dans les rues pour protester contre la politique de

recrutement d'une société (TIFERT) qui n'avait pas attribué le nombre de postes convenus au préalable aux jeunes de la région, ceux-ci restant minoritaires. Cette unité de production d'acides phosphoriques est une société tuniso-indienne (*Tunisian Indian Fertilizers*) d'engrais créée dans le cadre d'un partenariat entre la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) le Groupe Chimique Tunisien (CGT) et deux sociétés indiennes, *la Gujarat State Fertilizers and Chemicals* et *Coromandel Fertilizers Limited*. Elle a été construite par le groupe para pétrolier français Technip et a bénéficié d'un prêt de la Banque Européenne d'Investissement. Toute la production sera exportée en Inde. La population, qui souffre de la pollution due à cette industrie s'est jointe aux manifestants. La réponse fut sécuritaire : Bouclage des accès de la ville, renforts venus de Sfax et Gabès, gaz lacrymogènes, poursuites des manifestants, et des dizaines d'interpellations qui se sont soldées par l'enrôlement de jeunes en âge de s'acquitter du service militaire, tandis qu'une dizaine d'autres étaient déferés devant la justice, dont quatre en état d'arrestation (Ruchdi Hamidet, Mohammed Marzougui, Khaled Manaï et Abdelkader Moubarek) accusés d'outrage et agression de fonctionnaire en exercice, d'entrave à la liberté du travail et de projection de matières solides. Leur procès s'est ouvert le 22 février devant le TPI de Sfax.

Luttes individuelles et collectives, sociales et politiques

Les luttes collectives pour l'emploi se doublent de protestations individuelles : rien qu'en ce début de mars, Samir et Abdessalam Seddiki manifestaient à Nefta, Ghezala M'Hamdi et Zakia Dhifaoui ont observé une journée de jeûne le 8 mars à Gafsa et Abdessalam Trimech se faisait harakiri devant la municipalité de Monastir. Ses funérailles qui ont réuni des milliers de personnes le 12 mars, ont tourné à la manifestation contre les autorités. Le même jour, des jeunes chômeurs de Mdhilla bloquaient des autocars de la CPG. Quatre d'entre eux, Adel Amaïdia, Amine Khaldia, Aymen Amaïed et Fethi Amaïed ont été arrêtés et accusés d'«entrave à la liberté du travail». Le 1^{er} avril, ils ont été condamnés par le Tribunal de Première Instance de Gafsa à six mois et demi d'emprisonnement.

L'emploi, loin d'être une simple « question sociale » est devenu une question politique au sens plein du terme. Le chômage n'est pas seulement structurel : interdit professionnel, il est également une arme aux mains du régime pour faire taire ses opposants, le régime allié à la bureaucratie syndicale : des

syndicalistes du bassin minier qui n'ont pas été réintégrés dans leur emploi à leur sortie de prison sont depuis deux mois, selon Adnane Hajji (syndicaliste de l'enseignement primaire de Redeyef ayant bénéficié d'une libération conditionnelle depuis novembre 2009) également privés du pécule mensuel que leur versait l'Union Générale Tunisienne du Travail au titre de la solidarité. En février, lui-même ainsi que les syndicalistes Tarek Halaimi, Taieb Ben Othmane, Hafnaoui Ben Othmane, Adel Jayyar et Abid Khelaïfi ont publié une déclaration qu'ils concluent par des propositions : « *La libération des détenus qui croupissent toujours en prison et l'arrêt des procès et des poursuites en*

cours, la clôture du dossier judiciaire et l'annulation de la mesure de libération conditionnelle par la promulgation d'une amnistie qui nous permet de recouvrer nos droits légitimes, la réintégration des anciens détenus renvoyés de leur travail et la proposition d'un emploi pour les autres, la création de projets de développements viables permettant d'alléger le poids de la misère et du chômage, l'ouverture d'une enquête sérieuse sur les dossiers de corruption et de malversations financières et la poursuite des responsables du pourrissement de la situation »

Luiza Toscane

Françafrique

Sakozy au Gabon: merci Bongo!

C'est dans le berceau historique de la Françafrique que Sarkozy nous a rejoué le sketch de la « rupture ». Mais s'il a choisi de s'y rendre pour la troisième fois depuis le début de son mandat, c'est que la visite n'est pas désintéressée.



Après avoir été accueilli par des chœurs chantant « Opération France-Afrique, amitié franco-gabonaise, amitié légendaire... », après s'être recueilli devant la tombe d'Omar Bongo, c'est dans la cité de la démocratie que Nicolas Sarkozy a salué la victoire d'Ali Bongo aux élections présidentielles du 30 août dernier, et qu'il a qualifié le nouveau rapt électoral du clan Bongo d' « ancrage à la démocratie ». Plus discrètement, il a même décoré son hôte de la légion d'honneur, distinction en principe offerte en raison de services rendus à la France... Dans le même temps, Sarkozy promettait pourtant la fin du « pré carré » et une « refondation exemplaire » des relations avec l'Afrique. Pour le Gabon, c'est un nouveau « partenariat stratégique » dans « tous les domaines » qui est censée incarner cette « relation décomplexée ». « Vous et moi ignorons le contenu réel de ce qui est communément et confusément appelé Françafrique mais nous assumons courageusement cet héritage historique riche d'aspects aussi bien positifs que négatifs », lui a répondu Ali Bongo, ajoutant : « Heureusement, vous et moi considérons que la politique des tutorats, des réseaux et des leçons est aujourd'hui révolue ». Pour preuve, l'émissaire officieux Robert Bourgi faisait parti des « invités personnels » de Sarkozy, et était arrivé dans l'hélicoptère de Bongo...

Le nouveau « partenariat » se veut diplomatique, à l'heure où le Gabon vient d'entrer, comme membre non-permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, mais surtout militaire. En effet, conformément aux recommandations du dernier Livre blanc sur la défense, Sarkozy venait d'annoncer la fermeture de la base

militaire du Sénégal (où resteront néanmoins pré-positionnées quelques centaines de soldats...). Celle de Libreville, à l'inverse, sera maintenue. Dans le même temps, le vieil accord de défense est remplacé, après celui du Togo et du Cameroun, par un nouvel accord militaire qui, à la différence du précédent, n'est plus censé comporter de clauses secrètes relatives au maintien de l'ordre par l'armée française, et ceci pour « en finir avec les clichés, les fantasmes et les procès d'intention. » Les dispositions de ce nouvel accord, si l'on en croit certaines sources (car en dépit de promesses réitérées, il n'a pas encore été publié) serait néanmoins plus étendues que celles qui régissent par exemple l'accord de coopération militaire avec le Tchad, pays dans lequel les militaires français ne se privent pourtant ni d'intervenir militairement en permanence, ni même de s'ingérer dans la vie politique locale. Le texte seul ne signifie donc pas grand-chose, tout dépend de son application...

L'autre domaine privilégié est bien entendu « le climat des affaires » entre le Gabon et la France. Devant les expatriés français, Sarkozy a annoncé la création d'un « Conseil franco-gabonais des affaires qui permettra, tous les trimestres, aux chefs d'entreprises français de rencontrer les ministres gabonais en charge de l'économie pour parler des problèmes qui se posent à [eux] au quotidien sur le plan juridique, sur le plan fiscal, sur le plan commercial. » Parions que les patrons gabonais ne bénéficient pas du même privilège ! Quand on sait que les membres du clan au pouvoir sont fréquemment recyclés par ces mêmes entreprises françaises (Total, Maurel & Prom, Eramet, Rougier ou encore Bolloré dans le conseil d'administration duquel siège la famille Bongo...), nulle doute que les ministres gabonais sauront se montrer compréhensifs. Sarkozy s'est également défendu de regretter la concurrence chinoise. Hypocrisie ? Pas forcément. Si certaines entreprises françaises (dans le BTP par exemple) ont vu leurs monopoles remis en cause, d'autres profitent au contraire des investissements chinois, comme Bolloré dans la logistique et le transport. Contrairement à ce que prétendent les présidents français et gabonais, au plan militaire comme au plan économique, le « pré carré » a, au détriment des populations gabonaises, malheureusement de beaux restes...



Robin Guébois

50 ans de Françafrique ça suffit!

Survie : « 2010: libérons-nous de 50 ans de Françafrique! »

L'association Survie organise en cette année 2010 une campagne intitulée « Libérons-nous de 50 ans de Françafrique » afin de rétablir certaines vérités sur ces 50 ans d'« indépendance » et de relations franco-africaines, de dénoncer la perpétuation de la Françafrique, et de demander une réforme de la politique de la France en Afrique. A suivre sur: <http://www.afrique2010.fr/>



50 ans d'(in)dépendance pour les anciennes colonies africaines de la France

Cette année est celle de la commémoration du cinquantenaire des indépendances pour les 14 pays africains issus de l'empire colonial français. Mais 50 ans après la proclamation de ces indépendances en droit, force est de constater que ces pays restent étroitement soumis à une dépendance de fait à l'égard de la France.

Propagande officielle et contrevérités

À cette occasion, le président français Nicolas Sarkozy a déclaré que 2010 serait une année de l'Afrique. L'objectif est de promouvoir l'histoire officielle d'une décolonisation soit disant « pacifique » et de dresser un bilan « décomplexé » de 50 ans de relations France-Afrique, en insistant sur ses aspects positifs. La célébration de cet événement par le gouvernement français est révélatrice d'une politique de la France en Afrique qui, depuis 1960, a trop souvent cherché à limiter la souveraineté des pays « décolonisés » au profit de ses propres intérêts.

Des promesses manquées...

Lors de sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait annoncé vouloir rompre avec la Françafrique et la politique de ses prédécesseur.

« Il nous faut conjointement chasser les vieux démons du paternalisme, de l'assistanat et du clientélisme. [...] cette relation [France- Afrique] doit être plus transparente. Il nous faut la débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. » (discours de Cotonou en mai 2006).

« Nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus. » (programme électoral de l'UMP en 2007).

« Je veux être le président d'une France qui défende partout les Droits de l'Homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » (discours de Toulon en février 2007).

...aux actes assumés

Mais depuis son accession à l'Élysée, la promesse de rupture avec la Françafrique est restée lettre morte.

- Discours de Dakar ethnocentriste et paternaliste sur « l'homme africain »

- Soutien aux dictateurs « historiques » du pré-carré français : Biya (Cameroun) au pouvoir depuis 28 ans, Compaoré (Burkina-Faso) depuis 23 ans, Deby (Tchad) depuis 20 ans

- En 2008 et 2009 : soutien aux putschs en Mauritanie et à Madagascar, validation des élections frauduleuses au Congo-Brazzaville, du coup d'Etat constitutionnel au Niger, du coup d'Etat électoral et dynastique d'Ali Bongo au Gabon

- Interventions militaires au Tchad pour soutenir Idriss Déby

- Défense de la démocratie et des droits de l'Homme reléguée derrière la défense tous azimuts du business français (Areva, Bolloré, Total, Bouygues...) : « Ne pas avoir peur de dire aux africains qu'on veut les aider, mais qu'on veut aussi que cela nous rapporte. » (Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la Coopération, juin 2008)

- Maintien des réseaux d'intermédiaires officieux (rôle obscur de l'avocat Robert Bourgi et du député Patrick Balkany, déclassement du secrétaire d'Etat à la Coopération Jean-Marie Bockel qui voulait « signer l'acte de décès de la Françafrique »)

- Opacité de la politique africaine de la France conduite depuis la cellule Afrique de l'Élysée et hors de tout contrôle démocratique.

- Politique de répression des immigrés, dont les raisons de l'exil sont liées pour une grande part aux conséquences du système français.

Vous avez dit 50 ans d'indépendance ? Nous disons 50 ans de Françafrique !



Nos revendications

- Fin du soutien aux dictateurs : restitution des biens mal acquis et suspension de la coopération dans les secteurs régaliens.
- Instauration d'une politique de coopération au service du développement, de la démocratie et des droits humains.
- Application des principes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises et de leurs filiales.
- Suppression de la cellule africaine de l'Elysée et des réseaux de conseillers officieux.
- Instauration d'un contrôle parlementaire permanent et effectif sur la politique de la France aux niveaux diplomatique, économique et militaire.
- Définition des responsabilités juridiques des décideurs français

dans le génocide des Tutsi au Rwanda.

Nos actions

- « Moi(s) contre la Françafrique » avec des évènements et conférences-débats partout en France du 23 février au 7 avril.
- Forum Citoyen France Afrique en mai à Paris avec de nombreuses associations françaises et africaines, concerts, stands...
- Lancement d'un appel « Libérons-nous de 50 ans de Françafrique »
- Campagne d'affichage, actions de rue, etc. partout en France
- Colloque à l'Assemblée Nationale en juin sur le contrôle de la politique de la France en Afrique.

Forum citoyen France-Afrique

« Le prochain sommet des chefs d'Etat Afrique-France se tiendra à Nice les 31 mai et 1er juin prochains. Cet événement s'inscrit cette année dans le contexte spécifique des célébrations du cinquantenaire des indépendances des anciennes colonies africaines de la France. Face à l'absence de changement notable de la politique africaine de la France, et dans ce contexte particulier de célébration des indépendances, des organisations de la société civile française et africaine, dont la Plateforme citoyenne France Afrique, ont décidé d'organiser un « Forum citoyen France-Afrique » le weekend du 29 mai, afin d'affirmer les revendications partagées par les ONG pour une réforme de la politique française à l'égard du continent, pour le renforcement de l'Etat de droit, de la démocratie, des droits humains et du développement. » (Source: CRID infos, mars 2010)

Ministère de la régularisation de tous les sans papiers: Paris-Nice à pincés en mai 2010!



Les 14 collectifs de sans-papiers et leurs soutiens du Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers ayant leur siège social au 14 rue Baudelique 75018 Paris métro Simplon, organisent fin mai une marche géante de sans-papiers de Paris à Nice.

Pourquoi Nice? Parce qu'il y aura à ce moment là une réunion internationale des chefs d'Etats africains, vous savez ces chefs d'Etats bien souvent corrompus et mis en place par les services des gouvernements français, et dont les services des ambassades ou consulats délivrent des laissez-passer scélérats afin d'accélérer les expulsions de nos sœurs et frères sans-papiers. Y' a bon... colonisation!!!

Voici une ébauche du trajet à pieds au départ de Paris : Créteil, Evry, Melun, Fontainebleau, Montargis, Brive, Cosne Cours sur Loire, Bourges, Moulins, Vichy, Clermont-Ferrand, Lyon, St-Etienne, Valence, Privas, Montélimar, Avignon, Aix-en-Provence, Vitrolles, Marignane, Marseille, Toulon, Draguignan, Cannes, Grasse, Nice. Bien évidemment, nous manifesterons aussi devant les centres de rétention qui sont situés sur notre trajet, afin d'en demander la fermeture. Vous remarquerez qu'une grande partie des villes concernées sont soit des préfectures, soit des villes symboles politiquement et historiquement.

En clair cette manifestation nationale entre parfaitement dans la continuité de nos manifestations itinérantes de ces derniers mois, en direction de toutes les préfectures de Paris et d'Ile-de-France, afin de protester pour faire valoir nos droits et revendications légitimes. Avec en moyenne, entre 843 et 1530 participants, voire même environ 3000 pour certaines fois, ces manifestations ont lieu tous les mercredis à partir de 11h00 au départ du Ministère SP (rue Baudelique). Pour les grosses manifestations, c'est entre 5000/6000 et plus de 1500 SP sur Paris.

Bien évidemment, les villes étapes de cette marche peuvent être modifiées à tout instant et ceci pour des raisons logistiques, stratégiques et politiques. Nous comptons mobiliser plus de 2000 sans-papiers et soutiens au départ du Ministère SP. Nous laisserons plusieurs milliers de sans-papiers et soutiens au

Ministère SP, afin d'éviter une expulsion à partir de ce moment-là par les farces du désordre : la maison du peuple sera bien gardée.



Appel aux organisations

Le Ministère de la régularisation de tous les sans-papiers appelle toutes les organisations politiques, syndicales, collectifs, réseaux, associations, et les soutiens individuels, etc., à se joindre à notre marche nationale, soit par étape pour ceux qui le peuvent, soit pour toute la durée du Paris-Nice à pincés.

Prévoir de la pommade pour les pieds, car si nous dormons à la belle étoile, nos ampoules nous éclaireront. Nous aurons l'Orchestre panafricain et des griots du Ministère pour nous booster. Nous organiserons aussi des concerts sur le trajet. Si vous avez des groupes prêts à nous aider sur la base du bénévolat, ils sont les bienvenus.

Nous sollicitons votre bienveillance pour la réussite de cette marche titanesque, nous recherchons des lieux d'accueil sur notre trajet, pour y dormir, et se reposer entre deux étapes. Ces lieux doivent se situer dans les villes concernées, ou aux environs proches, nous étudierons avec une attention particulière toutes vos propositions.

Haiti – Ni malédiction, ni fatalité



Depuis son indépendance en 1804, Haïti a subi des dominations néocoloniales, bien avant l'Afrique. L'incapacité de l'État haïtien à faire face aux conséquences du séisme plonge ses racines dans cette histoire.

1804: la France refuse de reconnaître Haïti, et organise un blocus pour le mettre à genoux. 1825, elle lui impose une reconnaissance conditionnée au paiement d'une « indemnité » pour « dédommager » les colons. 150 millions de Francs-or, équivalent à 800 millions d'euros, à rembourser sur 5 ans ! Ne pouvant faire face, l'État haïtien s'endette alors auprès de banques étrangères, surtout françaises. Le remboursement de cette dette indigne s'achève dans les années 1940... Dès le départ, l'essentiel des ressources haïtiennes est affecté au remboursement des emprunts. Haïti ne pouvait ni se développer économiquement, ni s'épanouir politiquement, d'autant que le régime issu de la guerre d'indépendance était militaire. Tout cela favorisa l'émergence d'une bourgeoisie compradore liée à l'Armée, aux intérêts complètement opposés aux besoins populaires.

1915 : l'armée US occupe Haïti, jusqu'en 1934, au grand profit des entreprises US, qui s'installent et font le maximum de profit sur le dos de salariés sans droits sociaux. Les USA soutiennent alors tous les gouvernements bourgeois haïtiens, leurs alliés, et répriment les révoltes populaires. Depuis, USA et France ont toujours soutenu les régimes militaires bourgeois d'Haïti, qui n'investirent jamais dans des infrastructures permettant au peuple d'être protégé socialement et physiquement. Comparez donc les situations haïtienne et cubaine en cas de cyclone. Les parenthèses « démocratiques » n'ont pas changé grand'chose. C'est encore vrai avec le Président Préval. Au XXème siècle, Haïti devenait premier exportateur mondial... de balles de baseball. Aujourd'hui dans les « maquilas », on fabrique des vêtements destinés à l'exportation pour 3 dollars par jour. En 2009, Préval s'est opposé à l'augmentation du salaire à 5 \$ par jour, les maquilas menaçant de quitter le pays... La dette d'Haïti est de 891 millions de dollars ; 22% du budget public annuel est consacré au paiement des intérêts. Quand on entend dire qu'Haïti est un pays « pauvre », à qui cela profite ?

Même moralement, le cynisme occidental atteint des sommets. Chirac affirme: « Haïti n'a jamais été, à proprement parler, une colonie française ». Or Haïti a été une colonie inhumaine : peuplement par déportation massive d'Africains, traités d'émblée comme des bêtes; enfer concentrationnaire des plantations esclavagistes au profit de la France. Négationnisme! Silence total sur l'apport haïtien à la libération des peuples, et notamment ceci : les droits, cela s'arrache ! Quand c'est octroyé, les pouvoirs peuvent plus aisément y revenir. Il y a un traitement raciste de l'information : indécence de journalistes montrant tous ces cadavres haïtiens, différence de traitement avec les cadavres occidentaux (11 septembre, ou après un attentat à Londres...). Si les Haïtiens avaient été Blancs, les corps n'auraient pas été exposés ainsi ! L'information est néocoloniale : on a entendu tous les humanitaires, mais on a eu droit à l'apologie d'une recolonisation « nécessaire » !

Quatre menaces pèsent sur le peuple haïtien:

- une recolonisation « moderne » ;
- la volonté du grand capital de prendre les marchés de l'Etat haïtien pour la reconstruction (but de la visite de Sarkozy) ;
- les appétits des impérialismes US, canadiens, brésiliens et français pour une main-d'œuvre sans droits et un point stratégique;
- la volonté des financiers de faire du fric, quitte à replonger le peuple dans l'enfer de la dette.

Quatre conditions semblent nécessaires à la reconstruction d'Haïti dans l'intérêt du peuple:

- l'annulation de la dette ;
- le remboursement par la bourgeoisie française de l'argent volé au peuple haïtien (indemnité de 1825 et emprunts souscrits pour la payer) ;
- la restitution à Haïti des fonds de l'Etat volés par les Duvalier, par les banques détentrices ;
- l'intégration des vrais représentants du peuple haïtien à toute conférence internationale.

Avec la « Conférence de Montréal » de janvier et la « Conférence des donateurs » du 31 mars à New York, on en est loin.



Non aux occupations néo-coloniales ! Non aux diktats du capitalisme, du FMI, de la Banque Mondiale ! Libre détermination par le peuple haïtien des voies et moyens de sa reconstruction, avec une aide internationale désintéressée !

Fred Olas

Sommet alternatif des Peuples, Enlazando Alternativas 4, à Madrid, du 14 au 18 mai 2010

Un forum social, une assemblée des mouvements sociaux, une grande manifestation internationale, un Tribunal populaire des peuples contre l'impunité des multinationales, un meeting anticapitaliste sont au programme. Plus d'infos sur: www.enlazandoalternativas.org

Succès encourageant pour l'édition 2010 de la semaine d'action anticoloniale

De jolies retombées médiatiques ont confirmé l'intérêt pour de cette 5ème édition. La censure du site sur le réseau internet de l'Assemblée Nationale, qui l'a bloqué au même titre que les sites pornographiques ou de rencontre, a ironiquement suscité le buzz autour de cette mobilisation. Diverses dans leur quotidienneté, les initiatives ont toutes su trouver leur public.



Le salon du livre anticolonial a salué l'œuvre et la mémoire de Claude Liauzu, mort en 2007, en primant son ouvrage *Colonisations, migrations, racisme, histoires d'un passeur de civilisations* (éditions Syllepse). Ce chercheur, militant de l'antiracisme, fait figure de précurseur, et ses analyses sur la formation des identités collectives, contre le choc des civilisations, sont d'une acuité toujours prégnante. Les auditions à la Marquise, squat Jeudi Noir de la place des Vosges, devenu le Ministère de la décolonisation et de l'égalité des droits, ont vu se succéder nombre d'historiens de renom, tels Manceron ou Lecour Grandmaison, pour établir le lien entre identité nationale et identité coloniale. Le colloque des peuples Colonisés d'Outre Mer a fait tomber le masque de la coopération française et consolidé les points de convergence entre Kanaky, Guadeloupe, Haïti et Comores, illustré par les pratiques coloniales à Mayotte.

L'actualité de la Françafrique a démontré la confiscation de 50 ans d'indépendance. Notons la participation annoncée d'un certain nombre de dictateurs africains et de leurs armées lors de la parade du 14 juillet sur les Champs Élysées. Pendant la semaine anticoloniale, c'est l'association Vérité et Justice pour Fährat Hached qui a, elle, remis dans l'actualité l'assassinat en 1952 de ce dirigeant du mouvement national tunisien, fondateur de l'UGTT, perpétré par La main Rouge, organisation secrète aux ordres du gouvernement français de l'époque. Un de ses membres vient de reconnaître sur Aljazeera sa participation à ce meurtre ainsi que l'implication du gouvernement français. Un dépôt de plainte solennel a eu lieu au mois de mars lors d'un rassemblement symbolique à l'appel de la FPCR.

Point d'orgue de cette semaine, la manifestation, large, diverse, qui a réuni 6000 personnes autour du mot d'ordre fédérateur de

Suppression du Ministère de l'identité nationale. Le parcours, âprement négocié, a finalement été validé par le Préfet himself, impressionné par le nombre d'organisations signataires de l'appel, plus de 80 ! Petit bémol: la présence dans le cortège d'une importante délégation du Ministère de la Régularisation de Tous les Sans papiers n'a pas réussi à masquer l'absence de représentants des piquets de grève actuels, et a mis en lumière le manque crucial d'unité du mouvement des sans papiers.

Grosse frustration, l'annulation in extremis du Salon Anticolonial, en raison du revirement pour le moins choquant de la Mairie de Paris, revenue sur sa parole de mettre le Palais Brongniart à disposition de la Semaine. Les motifs de cette décision brutale restent obscurs. Peut être faut-il aller chercher du côté de la frilosité du PS à reconnaître le fait colonial en Palestine, et qui, par ce geste, aurait refusé de cautionner la conférence intitulée « Palestine Israël: une question coloniale, une question française », et qui mettait l'accent sur la perception de ce conflit en France? Rien d'étonnant venant d'une municipalité qui pratique le marchandage permanent, n'hésitant pas, en même temps qu'elle appose une plaque en souvenir des victimes du 17 Octobre 1961, à introniser, en manière d'apaisement communautariste, Gilad Shalit, soldat d'une armée d'occupation, citoyen d'honneur de la Ville de Paris. Peut être était ce le prix à payer pour avoir pu tenir à l'auditorium de la Mairie de Paris, le débat sur l'esprit de la conférence de Bandung, qui a tenté d'embrasser la thématique de la décolonisation dans toutes ses composantes, en rappelant l'espoir suscité alors en un monde de paix et de progrès social?

Le prix du Colonialiste de l'année a malgré tout pu être décerné. Plusieurs catégories, plusieurs nominés au nombre desquels ont été distingués l'OTAN, Bolloré, Guéant, Natanyahou, et bien sûr Eric Besson. Cet heureux lauréat se verra remettre son prix, un somptueux casque colonial, par une délégation des organisateurs de la Semaine, au cours d'un très prochain happening! Pour optimiser la dynamique de cette semaine, un réseau d'échange et de réflexion, Sortir du Colonialisme, est en phase de structuration; son but sera d'impulser et de coordonner le combat contre le colonialisme et la recolonisation.

Cette année, la semaine a surtout été parisienne, malgré quelques manifestations en province. La perspective est de l'élargir aux quartiers et aux régions, et de sortir du contexte franco-français pour enfin donner à cette lutte une envergure internationaliste.

Gisèle Felhendler

A l'appui de la campagne « Areva ne fera pas la loi au Niger »

Greenpeace accuse Areva de négliger la santé des Nigériens (AFP, 29 mars 2010)

L'organisation internationale de défense de l'environnement Greenpeace a accusé le groupe français Areva de mettre en danger la santé des riverains des mines d'uranium qu'il exploite dans le nord du Niger, dans un rapport publié lundi. Areva a assuré en janvier qu'il organiserait « d'ici fin 2010 » une inspection générale des sites qu'il exploite au Niger pour démontrer l'absence d'exposition radioactive de la population. Dans un rapport de trente pages, non exhaustif selon l'ONG, Greenpeace a mis en évidence des concentrations anormales d'uranium dans le sol, et de radon, un gaz naturel radioactif, dans l'air, ou encore la présence sur les marchés de matériels radioactifs recyclés, provenant des mines. Les prélèvements ont été effectués aux abords des mines comme dans les deux localités, où vivent environ 80.000 personnes. [...] Greenpeace exige qu'une étude indépendante établisse le niveau de radiation dans deux cités minières, Arlit et Akokan (nord-ouest du Niger), et demande leur décontamination.



7 avril 1994: il y a 16 ans, le génocide du Rwanda

La mémoire et la reconnaissance des crimes du génocide ne doivent pas faire les frais des manœuvres diplomatiques et géopolitiques

C'était une visite d'Etat digne du pouvoir sarkozyste. Jouant à l'homme pressé, Nicolas Sarkozy aura consacré au total trois heures à sa visite à Kigali, le 25 février 2010. Une visite tout de même qualifiée par certains, comme le magazine *Jeune Afrique*, d'occasion pour une « *réconciliation historique* ».

Jusqu'il y a peu, la classe politique française avait traité le Rwanda post-génocide avec arrogance et mépris. Les crimes du génocide commis entre avril et juin 1994 étaient fréquemment relativisés. Et surtout, des protagonistes français s'efforçaient de faire apparaître les Tutsi comme des victimes d'actes perpétrés par « les leurs » (l'offensive militaire du Front patriotique rwandais, FPR), et non pas comme celles du génocide perpétré par des racistes hutu dont le régime était soutenu – pour des raisons « géostratégiques » – par la France. Or, l'intelligence politique – ou au moins tactique – du président Sarkozy l'a conduit à comprendre que ce n'était plus tenable de refuser toute reconnaissance d'une culpabilité de la France, voire de rejeter la faute sur les Tutsi rwandais eux-mêmes.



Le rôle joué par la France dans ces événements était connu de tou-te-s, en dehors de l'Hexagone, et notamment des puissances concurrentes de la France (Etats-Unis, Grande-Bretagne). Et alors que Kigali qui s'est rapproché des puissances anglophones et vient d'intégrer le Commonwealth, cette situation était une source de danger politique. Maintenir un état de tension avec le Rwanda, c'était courir le risque de voir une bombe à retardement menacer la politique française à long terme. Celle-ci pouvait éclater à tout moment, des nouvelles révélations bien ciblées pouvant « assombrir » la réputation de la France ; voire déclencher, un jour, des enquêtes judiciaires.

Le 25 février 2010, alors même que sa visite était extraordinairement courte – vue l'importance historique qui lui fut donnée – Nicolas Sarkozy a su trouver quelques uns des mots et des gestes qui étaient attendus de lui. Il a visité le mémorial pour les victimes du génocide à Kigali, et a été pris en photo devant les tas d'ossements qui y sont exposés dans des vitrines. Sarkozy a même parlé du constat d' « *une forme aveuglement de la France lors du génocide au Rwanda* », et de « *graves erreurs d'appréciation* » des dirigeants français de l'époque.

Celles-ci auraient alors conduit Paris à choisir le mauvais côté, au moment des assassinats en masse au Rwanda. Certes, Sarkozy s'est gardé de demander « pardon » ou à présenter des

excuses, comme l'a fait l'ancien président états-unien Bill Clinton à Kigali, le 7 avril 2004 (pour l'absence de toute protection des victimes lors du génocide) ou encore le Belgique. Néanmoins, le travail de tou-te-s celles et ceux qui s'acharnaient, jusqu'alors, à nier l'existence d'un problème, et notamment à dissimuler le soutien coupable de la France au régime qui a exécuté le génocide, est devenu nettement plus difficile depuis ces mots prononcés par Sarkozy à Kigali. A l'avenir, le rapprochement rwando-français devrait connaître des nouvelles manifestations. A la date du 27 mars, les deux pays ont ainsi annoncé « *la reprise de leurs relations économiques* ». Le président du Rwanda, Paul Kagamé, est annoncé comme participant au prochain sommet France-Afrique, fin mai et début juin 2010 à Nice.

Mais qu'est-ce qui motive ce « dégel » diplomatique entre les deux pays, alors que concrètement aucun responsable politique ou militaire français de l'époque du génocide n'a été accusé devant un tribunal ni jugé ? Du côté français, on recherche la « normalisation » afin d'échapper au risque de se voir adresser des reproches sur son rôle en 1994 sur le plan international, voire (un jour) devant une juridiction transnationale. Du côté rwandais, le régime recherche, entre autres, une garantie de stabilité en s'assurant que des forces d'opposition – surtout celles qui seraient tentées de re-jouer la carte « ethnique » hutu – ne puissent se retourner vers la France en se rappelant son ancien rôle de « protecteur ». Par ailleurs, le régime rwandais est aussi impliqué dans le Nord-Est de son grand voisin, la République démocratique du Congo (RDC), dans des conflits militaires et dans le pillage des ressources naturelles. Le Rwanda, après avoir, il y a quinze ans, initialement défendu une « zone de tampon » contre les milices des anciens génocidaires, joue dans certaines parties de la RDC un rôle de puissance d'occupation. A ce titre, son pouvoir aimerait bénéficier d'un appui des principales puissances occidentales.

Les intérêts propres du régime rwandais actuel ne doivent pas faire passer au second plan la question des victimes et les intérêts des survivants du génocide. En France même, des associations et ONG se battent pour que cette « réconciliation » ne conduise pas à l'oubli et à l'amnésie.



Militaires français au Rwanda en 1994

Dans deux appels, publiés fin février lors de la visite de Sarkozy à Kigali puis le 7 avril pour le jour-anniversaire du déclenchement du génocide, elles demandent que la lumière soit faite sur les responsabilités françaises dans le génocide. Dans le premier appel, les signataires (Survie, le MRAP, le NPA, le PCF..., mais aussi des personnalités telles qu'Olivier Le Cour

Grandmaison) constatent qu'« *il est urgent que notre pays fasse la lumière sur le rôle exact que son gouvernement et son armée ont joué au Rwanda entre 1990 et 1994.* » Prenant appui sur le début de reconnaissance d'un rôle négatif joué par la France, implicitement formulé par Sarkozy, le second appel réitère la

demande d'une enquête sur le rôle joué par la France, avant et pendant le génocide au Rwanda. Il serait en effet temps qu'une telle étude, non entravée par la soi-disant « raison d'Etat », soit entamée.

Bertold de Ryon

APPEL CITOYEN: « France-Rwanda : Faire toute la lumière sur les « erreurs » »

Le jeudi 25 février dernier le président Nicolas Sarkozy s'est rendu au Rwanda. C'était la première visite d'un chef de l'Etat français depuis 1994, date du génocide des Tutsis et du massacre des Hutus qui s'y opposèrent.



Sarkozy au mémorial du Génocide à Kigali, en février 2010

À l'occasion de cette visite le Président de la République a évoqué de « graves erreurs d'appréciations », des « erreurs politiques » et une certaine « forme d'aveuglement » en parlant de la politique de la France au Rwanda entre 1990 et 1994.

Depuis 1994, ces « erreurs » ont commencé à être décrites et analysées par la Mission d'Information Parlementaire Française de 1998 et précisées par des organisations internationales, des chercheurs, des historiens, des associations de droits de l'homme... Ces travaux font apparaître que les responsabilités françaises vont au-delà de simples erreurs. Il est indispensable de les préciser et d'en comprendre les causes.

Que s'est-il réellement passé ? De quelle nature juridique ces faits doivent-ils être qualifiés ? S'agit-il de fautes ? Y a-t-il eu des crimes ? Comment les autorités politiques et militaires françaises ont-elles pu soutenir, par des conseils militaires, la fourniture d'armes, et l'engagement direct de troupes, un régime qui avait fait du racisme anti-tutsi un point central de son identité et de son action ? Comment ces mêmes autorités, très bien informées par les coopérants militaires restés sur place après le 6 avril 1994 du démarrage du génocide, ont-elles pu appuyer au sein du Conseil de sécurité la diminution des effectifs militaires des Nations Unies et s'opposer à l'utilisation du mot génocide pendant des semaines ? Comment ont-elles pu continuer à organiser la fourniture d'armes au gouvernement génocidaire ?

Il est essentiel d'apporter des réponses claires à ces questions et de préciser la responsabilité de ces autorités, pour les victimes du génocide, et pour nous tous, qui ne voulons pas qu'une telle tragédie se reproduise. Ce travail de compréhension doit nous conduire à revoir le fonctionnement de nos institutions politiques : l'enjeu est de développer le contrôle de la politique étrangère par nos députés ainsi que le droit de regard et d'interpellation des citoyens, en vue d'obtenir une nouvelle orientation de la politique de la France en Afrique fondée sur le respect de la dignité de tout homme.

Au cours de ce printemps où vont se succéder la 16ème commémoration du génocide le 7 avril, puis le sommet réunissant les chefs d'Etats africains et français à Nice du 30 mai au 1er juin, il est essentiel pour notre pays de faire un nouveau pas en avant dans la compréhension du rôle qu'a joué la France au Rwanda à cette époque.

Pour cela :

- Nous demandons à tous les partis politiques de notre pays de prendre une position publique sur la nécessité de faire ce travail historique et de s'engager en faveur d'une recherche de vérité et de justice.

- Nous demandons aux députés et au gouvernement de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire la lumière sur le rôle joué par la France avant, pendant et après le génocide. Comme première étape nous demandons l'ouverture des archives et la levée du secret -défense sur tout ce qui se rapporte à l'action de la France au Rwanda depuis 1975.

- Nous demandons aux autorités politiques et judiciaires de notre pays de tout mettre en œuvre afin que les procédures judiciaires concernant des présumés auteurs ou complices de génocide soient conduites rapidement.

Premiers signataires

Associations: SOS Racisme, Terre des Hommes France, Ligues des Droits de l'Homme, fédération des Bouches du Rhône, Survie, MRAP, CPCR (Collectif des parties civiles pour le Rwanda), Mouvement de la Paix, Gandhi International, Mémorial 98, ACTES (Association de Coopération avec les Territoires africains pour l'Education et la Santé), collectif MISTRAL, Respaix Conscience Musulmane

Personnalités: Jean-Marie Muller, philosophe et écrivain, fondateur du MAN ; Olivier Le Cour Grandmaison, Universitaire ; Gustave Massiah, économiste, membre fondateur du CEDETIM/IPAM ; Eric Fassin, sociologue, enseignant-chercheur, Ecole normale supérieure ; Laure de Vulpian, journaliste à France Culture ; Akhenaton, chanteur d'IAM ; Keny Arkana

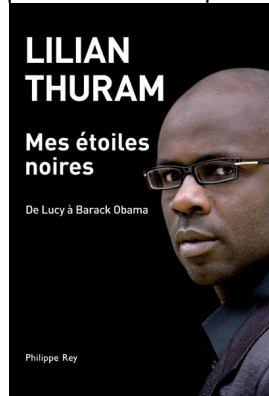
APPEL A SIGNER « Justice pour Thomas Sankara. Justice pour l'Afrique »

Nous demandons que s'engage sans tarder, une enquête indépendante sur l'assassinat de Thomas Sankara. Ceci est un devoir pour la communauté internationale, un droit pour la famille Sankara, une exigence pour la jeunesse d'Afrique, une nécessité pour l'avenir de ce continent qui ne saurait se construire avec une histoire amputée de la vérité sur un des épisodes majeurs de la fin du 20ème. Signer la pétition sur <http://www.thomassankara.net/spip.php?article866>

A LIRE...

Les étoiles noires de Lilian Thuram

Un jour de 1968, Charles Trenet avait affirmé à la télévision française, que « les noirs étaient de grands enfants, qu'ils n'ont rien inventé, pas même construit les pyramides d'Égypte ». C'était dire à quel point le fou chantant avait une méconnaissance des cultures et du monde Nègre. Pourtant Cheikh Anta Diop, dans son ouvrage « Nations Nègres et Cultures » paru en 1954, avait déjà démontré que les Pharaons, issus de la haute Égypte-Nubie (Soudan actuel) étaient des Nègres. Mais aujourd'hui, qui connaît et peut citer un savant, un philosophe, une résistante noirs ? Pas grand monde. Les livres d'histoires sont muets à ce sujet. Or, avoir des repères historiques, philosophiques c'est important pour chaque peuple. Un peuple sans histoire, c'est comme un arbre sans racines, il ne peut que s'assécher et ne pas évoluer ou pire encore, on peut aussi lui inculqué une histoire qui n'est pas la sienne. Donc l'acculturer et selon que l'on soit le chasseur ou le lion celle-ci n'a pas le même sens pour tout le monde.



C'est partant de ce constat que Lilian Thuram, a souhaité parler de ses Etoiles Noires, connues ou inconnues. Certes, l'homme du Mondial 98 n'est pas historien. On peut lui en faire le reproche, mais au moins cet ouvrage, accessible à tous, à le mérite de donner l'envie d'en savoir plus sur ces hommes et ses femmes qui ont donné leur lettre de noblesse à ce peuple noir, qu'on a jeté en pâture aux 4 coins de la planète. De Lucy à Barak Hussein Obama, en passant par Poutchkine, Harriet Tubman,

Sheikh Modibo Diarra, Mumia Abu Jamal etc., que de chemin(s) parcouru(s) au prix d'une lutte acharnée, à l'instar de cette vieille dame âgée de 96 ans, née aux States pendant l'apartheid et qui un soir de novembre 2008 pleurait d'émotion et de fierté en voyant « son petit-fils Président du Monde ». L'histoire moderne de la diaspora noire peut aussi se résumer dans le parcours de vie du rappeur Tupac Shakur. Né en prison d'une mère membre du Black Panthers Party, il nous cria la stricte vérité sur notre société, qu'il paiera prématurément de sa vie. S'il y a juste un oubli, ce sont les Dumas grand-père (Général des armées révolutionnaires), père et fils dont on voudrait aujourd'hui que les auteurs respectifs de d'Artagnan et de La Dame aux Camélias, soit purement blancs.

On comprend donc la nécessité d'un tel ouvrage, surtout en direction des adolescents. Non pour affirmer une suprématie mais pour (r)établir une vérité occultée. Apprendre son histoire pour mieux se connaître, apprendre l'histoire de l'autre pour mieux le connaître et pour mieux se comprendre. Le savoir est une arme, l'enrichissement par nos différences est un pari, et Thuram n'est pas homme à perdre ses paris. Il nous l'a prouvé en 1998, il nous le démontre encore aujourd'hui à travers sa fondation.

Lilian Thuram, *Mes Etoiles Noires*, éditions Philippe Rey

Fondation Lilia Thuram – Education contre le racisme : www.thuram.org

Mariam Seri Sidibe

« Quand le Nord affame le Sud »

Revue *Afriques 21*, n°3, printemps 2010

« Démographie galopante, famine et corruption endémiques, « répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles », le tout compensé par un inégalable sens du rythme. C'est ainsi que les médias occidentaux présentent l'Afrique après cinquante ans de pseudo-indépendances. Évidemment, cette caricature est entretenue pour justifier un « ordre » économique mondial qui permet des profits faramineux pour les transnationales et qui maintient les peuples africains dans la misère, en les présentant comme responsables de leur situation. *Afriques 21* cherche à démystifier cette vision en donnant la parole aux acteurs de terrain qui proposent des alternatives. Les retours très positifs sur les deux premiers numéros de la revue nous encouragent à continuer dans cette voie. Entièrement réalisé par des bénévoles et autofinancé, ce journal a besoin de vous pour être diffusé et devenir un outil au service de vos luttes. Le dossier de ce numéro revient sur l'imposition d'un modèle agricole incompatible avec les exigences de la souveraineté alimentaire. Les résistances présentées appellent des solutions d'ordre politique. Au Maroc, en pleine ébullition, c'est la hogra, le mépris des décideurs, qui a mis le feu aux poudres. Quant au dimanche à Bamako, il n'y a pas que des mariages mais il y a aussi des expulsions liées à une spéculation immobilière effrénée. À Paris, c'est dans les foyers et dans les entreprises, à travers des luttes autogérées, comme à ISS et au foyer Masséna, que les travailleurs africains méprisés, exploités et réprimés retrouvent leur dignité. »

Extraits et informations points de vente sur <http://www.afriques21.org/>



A VOIR...

« Les maquis documentaires. L'Afrique filmée par les cinéastes africains »

En 2010, Clap Noir et le Nouveau Latina proposent un nouveau rendez-vous. Tous les deux mois un maquis dédié à de jeunes documentaristes africains avec un cocktail inédit : une vision originale, un sujet fort, deux films ; la rencontre avec un cinéaste et son univers.

Ils sont engagés, encore peu connus et prometteurs. Clap Noir accompagne leurs films, de festival en festival et veut faire découvrir et partager leur travail. Osvalde Lewat du Cameroun, Sani Magori du Niger, Angèle Diabang du Sénégal ... puis Zéka Laplaine, Samia Chala, Pascale Obolo, Idrissa Guiro viendront pour présenter leur film. Ce sera une avant première ou un film récent, porteur d'une actualité. Des documentaristes confirmés seront également conviés : Jean-Marie Téno, Moussa Touré, As Thiam ...

Chaque cinéaste aura carte blanche pour faire découvrir un film de son choix, en deuxième partie de soirée. Ce deuxième film s'inscrira, pour le réalisateur, dans une compréhension de sa propre démarche. Il aura nourri ou inspiré son travail, ou encore

donné un éclairage fort. Ce pourra être un documentaire, africain ou non, ou même une fiction.

Entre les deux films, une pause au bar du maquis. Un cocktail élaboré pour l'occasion. Le bobaraba ainsi que des spécialités africaines seront à la carte.

RDV MARDI 25 MAI

Cinéma Le Nouveau Latina, 20, rue du temple Paris 4eme, métro Hôtel de Ville ou Rambuteau.

www.lenouveaulatina.com

Tarif : 6,50 € la soirée.

Renseignements :

info@clapnoir.org



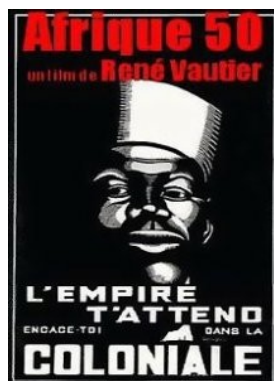
« Anticolonialisme »

Belleville en vue(s) a choisi cette année de présenter des films ayant un lien avec l'Histoire et particulièrement avec des événements qui ont marqué le XXème siècle. Au delà du « film en costumes », le cinéma, art de la reconstruction du passé comme du présent, est intimement lié à l'Histoire du XXe siècle, puisqu'il a grandi avec lui et qu'il en a gardé la trace en image. Comment le cinéma évoque, raconte ou parfois réécrit l'Histoire ? Des événements pris sur le vif à la pure fiction, de l'évocation d'une figure historique au rapport entre l'individu et la mémoire collective, à travers la fiction, le documentaire ou le court métrage, comment l'Histoire influence le cinéma et vice-versa.

Afrique 50

Film de René VAUTIER, France, 1950, 17 min

Afrique 50, premier film anticolonialiste français, inaugure le combat de René Vautier, par le cinéma, contre le racisme et l'impérialisme. Simple commande de la Ligue de l'enseignement destinée à mettre en valeur la mission éducative de la France dans ses colonies, Vautier



décide sur place de témoigner d'une réalité non commandée. Le film sera interdit pendant plus de quarante ans et lui vaudra 13 inculpations et une condamnation de prison.

Algérie, image d'un combat

Film de Jérôme LAFFONT, France, 2009, 52 min

Face à l'abondance de films tournés par l'armée française, et en réaction à leur discours, quelques cinéastes dont René Vautier se sont engagés aux côtés des combattants algériens pour garder trace de leur lutte. Caméra au poing, ils réalisèrent des images d'une beauté cruciale, dont la plupart furent interdites en France et dont certaines demeurent encore perdues ou détruites. Un film qui interroge sur la nécessité de l'engagement cinématographique.

RDV mercredi 21 avril 2010, 18h30 au cinéma « Belleville en vue(s) »

Réservation obligatoire : 01 40 33 94 15 - 121 rue de Ménilmontant, 75020 Paris - M° Jourdain, Ménilmontant, Gambetta Bus 26 ou 96 (arrêt Pyrénées Ménilmontant)

A VISITER SUR LA TOILE

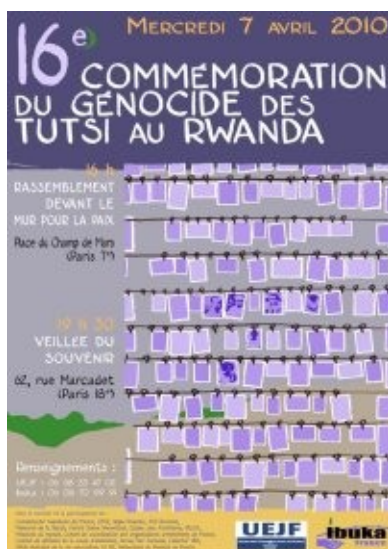
Le nouveau site internet d'Afriques en lutte

Afriques en lutte fait peau neuve. Le blog qui nous a permis de mettre en ligne les articles parus dans les bulletins va bientôt prendre sa retraite et laisser la place au jeune site www.afriquesenlutte.org. Vous trouverez sur ce site: les articles parus depuis 2004 dans notre journal, les publications et communiqués du NPA concernant l'Afrique, les publications et communiqués de partis et d'associations amis, des liens vers des publications intéressantes. Vous pouvez également télécharger les bulletins « Afriques en lutte ».



7 avril 2010: 16ème commémoration du génocide des Tutsi du Rwanda

PARIS



Un rassemblement aura lieu à Paris devant le Mur pour la Paix le 7 avril 2010, de 16 à 18h à l'occasion de la 16ème commémoration du génocide des Tutsi du Rwanda. Le 7 avril 1994, au Rwanda, débutaient les massacres génocidaires qui visaient les populations Tutsi. En moins de cent jours près d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants ont trouvé la mort. Pour la 16ème année consécutive à Paris, afin de prévenir l'oubli, nous vous invitons à venir nombreux au Mur pour la Paix, pour

rendre hommage aux victimes du génocide des Tutsi. Cette cérémonie sera suivie d'une veillée du souvenir qui aura lieu au 62, rue Marcadet, 75018 Paris.

LILLE

La communauté rwandaise du Nord pas de calais et les étudiants rwandais de Lille vous prient d'assister à la messe de commémoration du génocide contre les Tutsi au Rwanda qui se déroulera Mercredi 7 avril 2010 à Lille au 109, rue de La Bassée à partir de 18h30. (Métro Cormontaigne). Cette cérémonie sera suivie d'un verre du souvenir qui vous sera proposé sur place. Merci d'avance pour votre participation. Pour tout renseignement, contactez Joseph Zingiro au 0650908676 ou par mail jzingiro@yahoo.fr

TOULOUSE

Mercredi 7 avril 2010 à 17h30: rassemblement place du capitole pour marquer cette date correspondant au début des massacres

Jeudi 8 avril 2010 à 20h30 : soirée Cinéma autour du Film « Lignes de front » de Jean Christophe KLOTZ. En présence du réalisateur. Cette soirée est organisée en collaboration entre l'association des jeunes rwandais rescapés, le Mémorial de la Shoah et le cinéma ABC. Le cinéma ABC est situé au 13 rue St Bernard/31000 TOULOUSE

Jeudi 8 avril : « Elections Afrique ! »

Réunion du Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique, 19h, bourse du travail de Paris (3 rue du chateau d'eau, M° Château d'eau). Mobilisation inter-associative et inter-diaspora sur les prochaines échéances électorales sur le continent africain. Ce mois-ci : à nouveau point spécial sur le Togo, organisation d'un forum citoyen France-Afrique en mai. <http://electionsafrique.org/>

11 avril 2010: états-généraux de l'islamophobie

Le Parti des Indigènes de la République (P.I.R.) organise les États Généraux de l'islamophobie. Un état des lieux, des analyses, des perspectives de lutte. Un programme exceptionnel, des intervenant-e-s de qualité, des témoignages d'actualité. Dimanche 11 avril 2010, 13h30, à la bourse du travail de St Denis, métro Porte de Paris.

Programme

Introduction : Houria Bouteldja (Porte-parole du P.I.R.)

- 1/ L'islamophobie savante : l'affaire Gougouenheim par Abdelali Elamrani-Jamal (Chercheur au CNRS)
- 2/ Islamophobie et choc des civilisations par Alain Gresh (Journaliste)
- 3/ L'islamophobie ou la défense de l'Occident : le cas Caroline Fourest par Sadri Khiari (P.I.R.)
- 4/ NPA : le scandale d'une candidate voilée par Ilham Moussaïd

(Militante NPA Vaucluse)

- 5/ L'instrumentalisation de l'islam dans les quartiers par Youcef Brakni (P.I.R.)
- Pause

- 1/ L'islamophobie dans les médias par Thomas Deltombe (Chercheur)
 - 2/ L'islamophobie en toute impunité ou l'application raciste des lois anti-racistes par Ahcène Taleb (Avocat)
 - 3/ L'islamophobie dans les faits. Un cas concret, par Horia Demiaty (Association Ajar)
 - 4/ Islamophobie et propagande sioniste par Youssef Boussoumah (P.I.R.)
 - 5/ I'm muslim, don't panik ! par Médine (Rapeur, association « I'm muslim don't panik », P.I.R.)
- Conclusion Houria Bouteldja, Ahcène Taleb, Médine



ET AUSSI

- **8 mai 2010: commémoration des massacres de Sétif et Guelma du 8 mai 1945**
- **9 mai 2010: commémoration abolition de l'esclavage**